



## AFRICAN RIGHTS MONITOR

Nations Unies

Conseil des droits de l'homme

Forum sur les questions relatives aux minorités

Cinquième session. Palais des Nations Genève le, 27-28 novembre 2012

[a.mohamed@africanrightsmonitor.org](mailto:a.mohamed@africanrightsmonitor.org)

### **Difficultés et problèmes rencontrés dans la mise en œuvre pratique de la Déclaration.**

African Rights Monitor-ARM est une organisation apolitique, à but non lucratif de défense des droits humains qui surveille les situations humanitaires et sécuritaires dans les pays de la corne de l'Afrique.

J'interviens à ce forum pour mettre la lumière sur la situation dégradante de la minorité de l'Ogaden, un peuple d'ethnie Somali à l'est de l'Ethiopie. Ce peuple est marginalisé et leurs droits fondamentaux bafoués. Y compris le droit de l'autodétermination, même si celle-ci est inscrite dans la constitution Ethiopienne.

La province de l'Ogaden est devenue un champ de bataille à huit clos où l'armée a le dernier mot et les civils paient le prix le plus fort. En plus l'autorité refuse à autoriser l'accès de la communauté internationale à cette province. Les Organisations des Nations Unies et les ONG ne sont pas en mesure de faire correctement leur travail, la distribution des colis de vivres et des médicaments est entravée et n'arrivent pas aux nécessiteux.

En 2008, le Comité international de la Croix-Rouge ainsi que le MSF suisse ont été chassés de la région et depuis, malgré de nombreuses demandes d'y retourner, le gouvernement ne leur garantit pas l'accès. Au lieu de faciliter la mise en place de la déclaration de ce forum, le gouvernement a pris un chemin inverse en mettant en place un certain nombre de lois controversées

notamment la loi contre le terrorisme utilisé à quiconque ne s'inscrivant pas à la politique du gouvernement et une loi classant les ONG recevant plus de 10 % de leur budget de l'étranger dans la catégorie des «organismes étrangers» interdites de travailler dans le domaine des droits de l'homme.

Le fait que la situation sécuritaire et humanitaire de cette province de l'est de l'Ethiopie est plus que préoccupante et nécessitent une attention particulière fait que jusqu'à nos jours, les déclarations de ce forum n'ont pas fait d'effet. Nous demandons à l'Etat Ethiopien de lever le siège imposé dans et autour de l'Ogaden afin que la population civile puisse jouir de leurs droits. Nous demandons que les membres des Nations Unies et leurs organisations y compris ce forum se mobilisent pour mettre fin la souffrance de ce peuple et veiller à ce que les droits humains les plus élémentaires soient respectés et que les déclarations de ce forum soient mises en place.

Je vous remercie de votre attention.